



**PRÉFET  
DE SAÔNE-ET-LOIRE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction de la citoyenneté  
et de la légalité**

Bureau de la réglementation  
et des élections

## **ARRÊTÉ**

**Arrêté préfectoral portant modification de l'arrêté  
d'autorisation du 11 janvier 2010 (prolongation de  
la durée d'exploitation d'une carrière)**

**DCL-BRENV-2024-344-2**

**Société GRANULATS VICAT**

4 rue Aristide Bergès

Les trois Vallons

38 080 L'Isle d'Abeau

**Carrière de Montagny-les-Buxy**

Lieux-dits « Les Chaumes »

N° DCL-BRENV-2024-

**LE PRÉFET DE SAÔNE-ET-LOIRE**  
Chevalier de la légion d'honneur  
Chevalier de l'ordre national du mérite

Vu le code de l'environnement, notamment son article L. 181-14 ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration ;

Vu l'ordonnance n° 2017-80 du 26 janvier 2017 relative à l'autorisation environnementale et ses décrets d'application ;

Vu l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 relatif aux exploitations de carrières ;

Vu l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu l'arrêté ministériel du 9 février 2004 relatif à la détermination du montant des garanties financières de remise en état des carrières ;

Vu l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012, relatif aux modalités de constitution de garanties financières prévues aux articles R. 516-1 et suivants du code de l'environnement ;

Vu l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de broyage, concassage, criblage, etc., relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2515 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu l'arrêté ministériel du 12 décembre 2014 relatif aux conditions d'admission des déchets inertes dans les installations relevant des rubriques 2515, 2516, 2517 et dans les installations de stockage de déchets inertes relevant de la rubrique 2760 de la nomenclature des installations classées ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 10-00157 du 11 janvier 2010 portant autorisation d'exploiter une carrière de roche massive sur la commune de Montagny-les-Buxy aux lieux-dits « Les Chaumes » par la société TARMAC ;

Vu l'arrêté préfectoral complémentaire n° 12-00387 du 9 février 2012 portant changement d'exploitant au profit de la société des Carrières et Bétons du Val de Saône ;

Vu l'arrêté préfectoral complémentaire n° DCL-BRE-212-1 du 31 juillet 2017 portant changement d'exploitant au profit de la société RIFFIER GRANULATS VICAT ;

Vu l'arrêté préfectoral complémentaire n° DCL/BRENV/2019-127-4 du 7 mai 2019 portant modification des conditions d'exploitation et de remise en état ;

Vu l'arrêté préfectoral complémentaire n° DCL/BRENV/2024-169-7 du 17 juin 2024 portant changement d'exploitant au profit de la société GRANULATS VICAT ;

Vu la demande déposée le 5 juin 2024 complétée les 30 juillet et 9 octobre par la société GRANULATS VICAT dont le siège social est situé 4 rue Aristide Bergès – Les trois Vallons 38080 L'ISLE D'ABEAU, en vue de prolonger la durée d'autorisation de la carrière de Montagny-les-Buxy de deux années supplémentaires ;

Vu le rapport du 23 octobre 2024 de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement, chargée de l'inspection des installations classées ;

Vu le projet d'arrêté porté à la connaissance du demandeur le 07 novembre 2024 ;

Vu l'absence d'observations du demandeur sur ce projet par lettre en date du 12 novembre 2024 ;

Considérant que l'installation faisant l'objet de modifications est soumise au régime de l'autorisation au titre de la rubrique 2510 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Considérant que l'installation faisant l'objet de modifications est régulièrement autorisée par l'arrêté préfectoral du 11 janvier 2010 susvisé ;

Considérant que la modification de l'installation envisagée par la société GRANULATS VICAT porte sur la prolongation de la durée d'autorisation de la carrière de 2 ans qui inclut une phase d'extraction de 18 mois et une phase de remise en état de 6 mois ;

Considérant que le volume total de production autorisé par l'arrêté préfectoral du 11 janvier 2010 susvisé n'a pas été atteint ;

Considérant que la modification envisagée ne consiste ni en une extension géographique des surfaces exploitables autorisées, ni à un approfondissement de la carrière, ni en une augmentation des volumes de production annuels et totaux autorisés, ni en une modification des conditions d'exploitation ;

Considérant que la modification pré-considérée n'est pas substantielle au titre de l'article R. 181-46 du code de l'environnement ;

Considérant que les nouvelles conditions d'exploitation de l'installation doivent être prises en compte dans la rédaction de prescriptions complémentaires applicables à l'exploitant,

Sur proposition de madame la secrétaire générale de la préfecture de Saône-et-Loire ;

## **ARRÊTE**

### **ARTICLE 1 – Identification**

La société GRANULATS VICAT dont le siège social est situé 4 rue Aristide Bergès « Les Trois Vallons » - 38080 L'Isle d'Abeau, est autorisée à exploiter une carrière de matériaux calcaires et ses installations annexes sur le territoire de la commune de Montagny-les-Buxy, au lieu-dit « Les Chaumes », est tenue de respecter, dans le cadre des modifications des installations portées à la connaissance de monsieur le préfet, les dispositions des articles suivants.

## **ARTICLE 2 - Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées**

L'article 1.2.1 de l'arrêté préfectoral n° 10-00157 du 11 janvier 2010 susvisé est remplacé par l'article 2 du présent arrêté.

L'installation, objet de la présente autorisation, relève de la rubrique suivante de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement :

Désignation des installations en fonction des critères de la nomenclature ICPE	Rubriques concernées de la nomenclature ICPE	Régime de classement	Caractéristiques de l'installation / capacité maximale du site
Exploitation de carrière	2510.1	Autorisation	Production brute autorisée : - 80 000 t/an en moyenne - 160 000 t pour la durée de prolongation
Broyage, concassage, criblage, ensachage, pulvérisation, nettoyage, tamisage, mélange de pierres, cailloux, minerais et autres produits minéraux naturels ou artificiels	2515-1-a	Enregistrement	450 kW
Installation de remplissage ou de distribution de liquides inflammables	1434-1	Non classé	Débit maximum de l'installation de 0,7 m³/h

Autre activité : apport de matériaux inertes extérieurs : quantité maximale de 18 000 t/an.

Aucune activité de recyclage de déchets inertes extérieurs n'est autorisée sur le site.

L'exploitant doit pouvoir justifier à tout moment du respect des caractéristiques et du niveau d'activité de l'installation indiquée ci-dessus.

## **ARTICLE 3 – Parcelles de l'installation**

Les références des parcelles de l'installation indiquées à l'article 1.2.2 de l'arrêté préfectoral n° 10-00157 du 11 janvier 2010 sont remplacées par celles de l'article 3 du présent arrêté.

Commune	Section	n°	Surface cadastrale (m²)
Montagny-les-Buxy	B	137	293
		140	8602
		141	3316
		142	2527
		143	1182
		145	3098
		146	5797

		501	2780
		503	60225
		541	14713
		244 (pp)	3207

(pp) pour partie

La superficie totale du site est de 105 740 m<sup>2</sup>.

#### **ARTICLE 4 – Durée d'exploitation**

Les 2ème et 3ème alinéas de l'article 1.4.1 de l'arrêté préfectoral n° 10-00157 du 11 janvier 2010 susvisé sont remplacés par ceux de l'article 4 du présent arrêté.

L'autorisation d'exploiter est accordée pour une durée de 17 années à compter de la date de notification du présent arrêté. Elle n'a d'effet que dans les limites des droits de propriété du demandeur et des droits d'exploitation dont il est titulaire.

Cette durée inclut la phase finale de remise en état du site. L'extraction de matériaux, autres que ceux destinés à la remise en état du site, doit être arrêtée 6 mois au moins avant l'échéance de la présente autorisation, soit le 11 juillet 2026.

#### **ARTICLE 5 – Phasage – Production autorisée**

L'article 1.2.3 de l'arrêté préfectoral n° 10-00157 du 11 janvier 2010 susvisé est complété par l'article 5 du présent arrêté.

A compter de la date de notification du présent arrêté complémentaire, l'exploitation se poursuit selon une dernière phase (phase n° 4) débutant à la signature du présent arrêté jusqu'au 11 janvier 2027 (fin d'autorisation de la carrière) suivant le plan en annexe.

La quantité maximum de matériaux à extraire pendant la phase 4 est de 160 000 tonnes.

#### **ARTICLE 6 – Garanties financières**

L'article 4 de l'arrêté préfectoral complémentaire n° DCL/BRENV/2019-127-4 du 7 mai 2019 susvisé est remplacé par l'article 6 du présent arrêté.

Le montant des garanties financières est fixé comme suit :

Phase	Montant pour la phase en euros (€)	Indice TP 01
De la date de notification du présent arrêté jusqu'au 11 janvier 2027	203 395	Novembre 2023 : 130,3

#### **ARTICLE 7 - Publicité**

Conformément aux dispositions de l'article R. 181-45 du code de l'environnement, en vue de l'information des tiers, le présent arrêté est publié sur le site internet des services de l'état dans le département où il a été délivré pendant une durée minimale de quatre mois.

Cet arrêté est affiché en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44.


Le présent arrêté est notifié à la société GRANULATS VICAT domicilié 4 rue Aristide Bergès - Les

### **ARTICLE 8 - Exécution**

Mme la secrétaire générale de la préfecture de Saône-et-Loire, M. le sous-préfet de Chalon-sur-Saône, M. le maire de Montagny-les-Buxy et M. le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Bourgogne Franche-Comté sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie leur sera adressée.

Mâcon, le **09 DEC. 2024**

Le Préfet

Pour le préfet,  
la secrétaire générale de la  
préfecture de Saône-et-Loire  
  
Agnès CHAVANNON

### **DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS**

Conformément aux articles L. 181-17 et R. 181-50 du code de l'environnement, le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction. Il ne peut être déféré qu'au tribunal administratif de Dijon :

1° Par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où le présent acte leur a été notifié.

2° Par les tiers, intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 du code de l'environnement, dans un délai de quatre mois à compter de :

a) L'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44 du code de l'environnement ;

b) La publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Le présent arrêté peut également faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois, prolongeant de deux mois les délais mentionnés au 1° et 2°.

Le tribunal administratif peut être saisi d'un recours déposé via l'application Télérecours citoyens accessible par le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

### **OBLIGATION DE NOTIFICATION DES RECOURS**

Tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux (article R.181-51 du code de l'environnement).





09 DEC. 2024

Pour le préfet  
la secrétaire générale de la  
préfecture de Saône-et-Loire

Agnès CHAVANON

Annexe : plan d'exploitation

